

PARLEMENT EUROPEEN



EDITION SPECIALE

*DIRECTION DE LA PROGRAMMATION
DES TRAVAUX PARLEMENTAIRES*

CONSEIL EUROPEEN

25 et 26 mars 2004

Bruxelles

**DISCOURS DU PRESIDENT, M. PAT COX
CONCLUSIONS DE LA PRESIDENCE**



01/S-2004

Direction générale de la Présidence

FR

FR

(Intranet) <http://www.europarl.ep.ec/bulletins> (Special Edition 2004)
(Internet) <http://www.europarl.eu.int/bulletins> (Special Edition 2004)

\\EPADES\PUBLIC\SOMMET\Bruxelles

DISCOURS

Discours
prononcé par Pat Cox, Président du Parlement européen
lors de la séance de travail du Conseil européen sur le terrorisme

Bruxelles
Jeudi 25 mars 2004

Le Parlement européen a appris les atrocités de Madrid du 11 mars alors qu'il siégeait à Strasbourg. J'ai immédiatement exprimé notre profonde sympathie, nos condoléances et notre solidarité aux très nombreuses familles touchées par cette attaque inimaginable, injustifiée et injustifiable contre le peuple espagnol, la démocratie et contre l'Europe. C'était également une déclaration de guerre à la démocratie.

Ces actes inqualifiablement mauvais marquent une nouvelle étape dans la menace croissante du terrorisme. Nos citoyens partagent à présent un sentiment de vulnérabilité face à une menace qui peut frapper n'importe lequel de nos États membres à n'importe quel moment.

En janvier de cette année, j'ai fait devant la première conférence internationale des victimes du terrorisme une déclaration que je vais vous répéter aujourd'hui: en tant que devoir à l'égard du peuple espagnol et à l'égard des populations d'Europe, il ne peut y avoir aucun refuge sûr pour les terroristes et pour le terrorisme dans l'Union européenne.

Il convient de féliciter la présidence irlandaise d'avoir abordé la question du terrorisme lors de réunions du Conseil la semaine dernière et cette semaine. En modifiant à cet égard les dispositions prises pour le Conseil européen, vous soulignez l'accent que nous mettons, avant toute autre question, sur le terrorisme.

Vous débattrez bientôt des propositions spécifiques préparées par les ministres de la Justice et des Affaires intérieures. L'appel que je vous lance aujourd'hui est de prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la coopération la plus étroite possible de tous nos services de sécurité dans cette lutte globale contre le terrorisme. Je vous demande de ne pas oublier qu'un accord sur des conclusions serait positif et qu'il est indispensable de veiller à l'application effective de ces conclusions.

Nous avons les instruments à notre disposition. Nous pouvons atteindre un accord entre gouvernements mais nous devons veiller à ce que les gouvernements appliquent effectivement ces décisions et à ce que la coopération indispensable entre les gouvernements et les services de sécurité se fasse avec la rapidité qu'exige la situation. Nous n'avons pas réussi à respecter tous les engagements que nous avons pris après le 11 septembre. Le respect de ces engagements serait la réponse adéquate au massacre du 11 mars. Ce serait le signal fort qui démontre que les démocraties et les institutions européennes sont unies dans leur détermination de contrer la plus grande menace à laquelle ils sont confrontés.

Et, alors que nous intensifions notre lutte contre les terroristes, n'oublions jamais la tragédie de leurs victimes. J'espère et je crois qu'une certaine consolation a été apportée à leurs parents par la manifestation extraordinaire de solidarité et de compassion des Européens, et même de la communauté mondiale qui a eu lieu. Le Parlement nous a demandé de faire du 11 mars le jour de commémoration en Europe des victimes de la terreur.

Que le message de cette réunion soit clair:

En favor de la democracia y de los derechos humanos. No más bombas. No más muertos. Entre todos acabaremos con los terroristas.

**Discours
prononcé par Pat Cox, Président du Parlement européen
devant le Conseil européen**

**Bruxelles
Vendredi 26 mars 2004**

Le thème qui se dégage de ce Conseil européen est la nécessité de combler l'absence de réalisations. Nulle part n'apparaît davantage cette nécessité que pour l'Agenda de Lisbonne pour lequel le manque de réalisations nous conduit à un manque de crédibilité pour l'ensemble de l'exercice.

Lors du Sommet de Lisbonne du printemps 2000, le Conseil européen a établi des objectifs ambitieux en vue de moderniser l'économie européenne. Au centre figurait la perspective d'un supplément de croissance annuelle de 0,75 %, parfois plus, parfois moins, à la suite des mesures figurant dans l'agenda. D'ici 2010, les taux de croissance américains pourraient être rejoints.

Fixer des objectifs et des délais ambitieux fait partie de la méthode européenne. Cela galvanise l'action publique et cela peut également accroître la crédibilité dans le public. Le marché unique pour 1992 et la monnaie unique pour 1999 sont des rappels récents de ce que, lorsque nous le voulons, nous pouvons ensemble réaliser de grandes choses. L'Agenda de Lisbonne, tout aussi ambitieux à sa façon que ces autres objectifs, exige une action soutenue des États membres avec l'aide, et non des obstacles, de Bruxelles. Il s'agit d'une campagne européenne menée sur les fronts nationaux. Les actions des États membres doivent à présent se hisser à la hauteur de nos ambitions européennes.

Nous avons quatre années d'expérience d'un programme de dix ans et toutes les analyses aboutissent à un fait central: nous ne visons pas notre cible.

Des progrès importants ont été faits. Les États membres, l'un après l'autre, sont engagés dans des réformes économiques nationales – dérégulation du marché du travail, réforme des pensions et de la sécurité sociale, projets de création d'emplois – mais la somme de tous ces efforts n'a pas encore l'effet désiré.

Deux indicateurs-clés, la croissance économique et l'accroissement du nombre d'emplois, soulignent le problème. Nos citoyens posent à juste titre des questions. Comment se fait-il qu'avec notre marché intérieur qui a presque une fois et demi la taille du marché américain, et avec notre part plus importante du commerce mondial, nous continuons d'avoir des résultats inférieurs à ceux des États-Unis? Pourquoi, alors que nous avons un marché unique, étayé par une monnaie unique, devons-nous attendre que la reprise économique américaine nous sorte de la stagnation?

Bien entendu, nos électeurs sont préoccupés par le rythme du changement et l'érosion de la sécurité des emplois traditionnels ainsi que d'autres acquis sociaux. Les États membres et le Conseil européen lui-même devraient être les premiers à expliquer que la prospérité à long terme de l'Europe exige de se concentrer sur la création d'emplois plutôt que de préserver les emplois existant et sur l'encouragement des compétences et de la faculté d'adaptation de la population. Sur le front des réformes, il est impératif d'accélérer le processus, de ne pas ralentir le rythme.

Dans les institutions européennes, nous participons au processus de réforme. Des progrès importants sont faits à la fin de la présente législature avec un nombre record de procédures législatives inscrites à nos deux dernières sessions plénières. La semaine prochaine précisément, le Parlement adoptera deux propositions législatives très importantes relatives aux services financiers. Nous souhaitons progresser suivant des procédures rapides, pas seulement pour les valeurs mais également pour les services bancaires et les assurances. Nous avons poussé la libéralisation rapide du trafic de marchandises et de voyageurs, comme nous l'avions fait par le passé pour un accès plus aisé à la fois des entreprises et des consommateurs, à une énergie meilleur marché.

Pour certaines questions familières, les institutions n'ont pas trouvé la volonté ou n'ont pas eu le dynamisme suffisant pour arriver à un résultat. Je me souviens que nous nous étions félicités au Conseil européen de Barcelone parce que nous pensions que nous avions atteint un accord politique sur le brevet communautaire. Nous apprenons à présent que le Conseil, une fois de plus, quelque trente années après les premières discussions, n'est pas arrivé à une conclusion, et ceci au moment où les sociétés américaines dépassent leurs contreparties européennes dans une proportion de quatre à un pour le nombre de brevets enregistrés auprès de l'Office américain des brevets, et même au sein de l'Union elle-même, les sociétés américaines sont en tête (170/161).

Là où nous avons adopté des cadres européens, la transposition et la mise en œuvre au niveau national sont décevantes. Quelque 40 % des directives de l'Union européenne ne sont toujours pas transposés dans les délais fixés. Nos trois institutions doivent faire un effort collectif ici: la Commission doit mettre en œuvre; les gouvernements des États membres devraient engager plus régulièrement des échanges avec leurs parlements nationaux en ce qui concerne l'Agenda de Lisbonne et, dans le cadre de son dialogue avec les parlements nationaux, le Parlement pourrait mettre en lumière des questions prioritaires pour lesquelles la transposition est en retard ou la mise en œuvre devrait être renforcée.

La qualité de notre législation est fondamentale. Nous devons réglementer au niveau européen mais nous devrions le faire moins et nous devrions le faire mieux. Nous devons à présent appliquer l'accord de mieux légiférer que nous avons passé en décembre dernier. Il devrait y avoir un programme commun aux trois institutions sur la simplification de la législation, avec un programme précis pour les six prochains mois, pour l'année prochaine et pour la prochaine période de cinq ans. Et nous devrions respecter nos engagements pour mieux mesurer les effets de ce que nous faisons ici en matière d'emploi, de compétitivité et d'environnement, par de vastes et objectives évaluations d'impact, encore une fois au regard d'un programme commun convenu par les trois institutions et conformément à des critères communs.

Dans ses projets de conclusion, la Présidence souligne à juste titre l'importance de la recherche et du développement, secteur dans lequel les investissements privés sont faibles. Nous appuyons entièrement l'idée d'améliorer les conditions pour la recherche et le développement privés et une aide publique ciblée. Pour notre propre programme-cadre européen de R&D – oui, il devrait être simplifié, particulièrement pour les petites et moyennes entreprises, mais des fonds supplémentaires sont également requis, avec plus d'argent pour la recherche fondamentale et la recherche appliquée. Cette haute priorité pour les financements futurs doit être reflétée dans les prochaines perspectives financières que nous commencerons à examiner à l'automne.

Notre communauté scientifique, de plus en plus tentée par des occasions en dehors de l'Union, doit être motivée et galvanisée autour de certains grands projets européens, potentiellement viables économiquement et qui peuvent constituer le point focal européen de nos efforts.

Le travail effectué par le groupe que conduit Wim Kok et d'autres a contribué à nous faire comprendre ce qui est nécessaire et à nous faire tirer les leçons des anciennes pratiques dans les États membres de sorte que nous devrions encourager davantage de personnes sur le marché de l'emploi, récompenser ceux qui sont au travail et apporter un environnement positif aux nouvelles entreprises, grandes, moyennes et petites.

Mais une analyse plus fine de ce qui se passe dans l'économie européenne est une chose; une autre est, encore, de trouver remède aux insuffisances. Le plus gros de ce travail vous incombe à vous, les chefs de gouvernement des États membres, mais les institutions européennes peuvent et devraient jouer leur rôle.

La présidence irlandaise a réussi à caréner les conclusions de cette réunion: pour la première fois, vous publierez un texte qui est clair et compréhensible. Nous espérons que des conclusions moins nombreuses conduiront à de plus grands résultats.

Relations extérieures

Chypre

Je salue la présence ici du nouveau premier ministre de Grèce, M. Karamanlis, et je le remercie d'avoir pris le temps de me rencontrer à Athènes au début de cette semaine. Je lui adresse mes meilleurs vœux pour l'avenir – ainsi qu'au président de Chypre, M. Papadopoulos – et j'espère une conclusion positive dans les prochains jours des discussions en vue d'un règlement sur l'île de Chypre.

Le Parlement européen, comme vous, a suivi de près le processus en cours sous l'égide de la mission de bons offices du Secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan. Nous espérons vivement que les leaders des deux communautés trouveront la sagesse et la volonté politique de faire de l'adhésion d'une Chypre réconciliée et en conciliation, une possibilité et une réalité.

Cela a été dit à de nombreuses reprises déjà, mais ceci pourrait bien être réellement la "dernière chance".

Je crois que, alors que nous passons à l'étape de la présentation à l'électorat des deux communautés, le 20 avril, d'une proposition qui a fait l'objet d'un accord, l'Union européenne ne devrait pas rester en retrait.

Nous devrions clairement faire connaître notre profond engagement en faveur d'une solution – à la fois en termes de déclarations politiques de toutes les institutions européennes, positives et au moment opportun, en faveur d'un règlement, ainsi qu'en termes de contribution budgétaire éventuelle de l'Union européenne à une Conférence des donateurs, le 15 avril. Si l'Union européenne peut prendre un engagement important qui rassurera dans une certaine mesure la population sur des questions pratiques – relogement, reconstruction et autres – qui touchent à leur vie de tous les jours, si nous pouvons assurer l'appui actif de la BEI, alors nous aurons un impact positif sur le résultat que tous ici, aujourd'hui, autour de cette table, nous espérons et nous souhaitons.

Kosovo

L'éclatement des tensions au Kosovo ces derniers jours est un rappel cruel des tensions refoulées, de la volatilité et des risques pour la stabilité encore évidents dans l'ouest des Balkans. Les événements du 17 mars constituent un sérieux retour en arrière, non seulement à cause de la séparation *de facto* plus prononcée des groupes ethniques qu'ils ont provoquée, mais aussi parce qu'ils ont jeté de nouveaux doutes sur l'avenir du Kosovo en tant qu'entité pacifique et multiethnique.

Je crois que nous ne devons permettre aucune déviation par rapport à l'approche politique qui consiste à insister sur le principe de placer les normes avant le statut. Ces normes doivent inclure la possibilité de faire de la politique. Ces normes ne tolèrent ni la violence ni l'obtention d'objectifs politiques par des moyens violents.

Dans le même temps, il est clair que nous ne pouvons plus retarder une réflexion sérieuse sur le règlement à plus long terme de la question du Kosovo. Notre politique touche ses limites. La situation au Kosovo pourrait lancer l'étincelle dans la région et faire resurgir les fantômes du passé récent. Sans délai inutile, nous devons préparer les bases d'une action future aboutissant à un règlement équitable, juste et durable qui peut être accepté par les deux communautés et qui contient des garanties adéquates pour chacune d'entre elles.

Ceux qui proclament leur engagement en faveur de l'idée européenne doivent également être prêts à parler à leurs voisins. Il ne peut y avoir de progrès vers l'Union européenne sans dialogue ou sans engagement pacifique et constructif.

Moyen-Orient

Ni la cause de la paix au Moyen-Orient, ni la question tout aussi vitale du combat contre le terrorisme international n'ont été facilitées par l'exécution extra judiciaire, le 21 mars, du Cheikh Ahmed Yassin, fermement condamnée par le Parlement européen.

Dans le même temps, nous reconnaissons le droit de l'État d'Israël de se protéger ainsi que ses citoyens contre les attaques terroristes et nous condamnons sans réserve les atrocités terroristes dont le Hamas a été responsable. Les deux parties à ce conflit doivent à présent faire preuve de retenue et mettre fin au cycle infernal de la violence en choisissant enfin la route difficile mais nécessaire du dialogue.

Alors que, sur place, l'escalade continue, la Communauté européenne ne doit pas donner l'impression de s'être lavé les mains de cette crise. Si le gouvernement israélien peut poursuivre sans entrave à la fois, d'une part, son plan unilatéral et non négocié de retrait de Gaza et d'autre part, la construction d'une clôture de sécurité, le risque existe que de nouvelles réalités seront créées sur le terrain qui empêcheront, au lieu de l'encourager, une solution viable à long terme.

J'estime qu'un engagement constructif beaucoup plus profond de l'Union européenne est nécessaire pour imprimer un nouveau sentiment d'urgence à nos travaux avec les Nations unies et avec les États-Unis pour ranimer les efforts en vue d'un règlement et pour aller de l'avant à partir des progrès accomplis grâce à la Feuille de route du Quartet diplomatique.

Nous devons ouvrir une perspective à la région et j'appuie vivement la nouvelle approche régionale de la Présidence, qui relève le niveau de l'engagement de l'Union européenne par le développement d'un partenariat stratégique de l'UE avec la Méditerranée et le Moyen-Orient.

Lundi dernier, le président Mubarak a annulé la visite d'une délégation de la Knesset qui devait célébrer le 25^e anniversaire du traité de paix israélo-égyptien. Le même jour, à l'ouverture de l'Assemblée parlementaire Euromed, nous avons élu à l'unanimité, y compris la voix du représentant de la Knesset, un président égyptien comme premier président de l'Assemblée. La présidence et la Commission s'étaient engagées autrement dans la préparation de la réunion d'aujourd'hui. Je dirai seulement ceci: ne sous-estimez pas le pouvoir du parlementarisme démocratique. L'APEM peut constituer une plate-forme pour renforcer nos objectifs stratégiques communs en ce qui concerne la région plus large de la Méditerranée et du Moyen-Orient.

*

* *

Cette réunion est le dernier Conseil européen prévu avant les élections européennes du 10 au 13 juin, de sorte que vous vous attendez à ce que je dise quelques mots au sujet de leur importance.

Permettez-moi d'évoquer d'abord simplement l'échelle de ces élections: 348 824 000 personnes dans les 25 États membres auront le droit de voter du 10 au 13 juin. Ce seront les premières élections à échelle continentale dans l'histoire de l'Europe.

En outre, ces élections ont lieu pendant une année de redéfinition et de renouvellement de notre Union, dans un contexte de circonstances uniques: les premières élections européennes après l'élargissement, la perspective extrêmement attrayante d'un accord sur le traité constitutionnel de l'Europe tant attendu, la nomination, plus tard cette année, d'une nouvelle Commission.

La réussite de l'élargissement prouve la vitalité et la persistance de notre Union et sa capacité inaltérée – enfin – de prendre les bonnes décisions sur les questions d'importance fondamentale.

Là où nous avons été moins efficaces jusqu'à présent, c'est dans notre capacité à vendre notre histoire collective, à faire connaître à nos citoyens européens les réalisations de notre Union et son importance dans leur vie.

Les institutions européennes auraient bien besoin d'un bol d'air frais, et de l'oxygène de la véritable démocratie. Quelle meilleure occasion pourrait-il y avoir que ces élections européennes au cours de cette année tout à fait particulière, pour assurer une dimension véritablement européenne à la campagne au cours des prochains mois?

Bien entendu, des considérations de politique intérieure, et des questions de personnalité, joueront toujours un rôle dans les élections européennes. Mais si la population doit un jour être en mesure de se situer par rapport aux activités de l'Union européenne, il faut un vaste débat public, ouvert, sur les questions européennes.

L'agenda de ce Sommet illustre précisément le genre de questions qui devraient être débattues au cours de la campagne électorale. Vous vous concentrerez – en simplifiant quelque peu – sur la création d'emplois et la croissance économique, sur la protection de nos citoyens du fléau du terrorisme international, sur la décision par le biais du nouveau traité, de qui fait quoi dans l'UE au nom de nos citoyens, et sur le renforcement du rôle de l'Europe dans le monde.

Quelles que soient la sagesse et l'envergure des décisions que vous prendrez ici aujourd'hui, le débat ne devrait pas s'arrêter à Bruxelles. Je voudrais vous demander à tous, au cours des prochaines semaines et des prochains mois, de faire activement campagne sur toutes ces questions et en faveur de notre cause commune: une paix, une prospérité et une stabilité durables dans l'ensemble de notre continent.

Au cours des cinq dernières années, le Parlement européen a joué son rôle et a largement rempli ses devoirs institutionnels, particulièrement en exerçant avec efficacité et responsabilité ses pouvoirs législatifs et en appuyant avec enthousiasme et sans limite le processus d'élargissement.

Je voudrais maintenant dire que le moment est venu, alors que nous nous approchons de ces élections européennes uniques, pour les leaders politiques de l'Europe, d'honorer la partie du contrat relatif à l'Europe qui a été passé avec les électeurs européens. À cette étape historique dans l'histoire de l'Europe, je lance respectueusement un appel à vous tous pour que vous fassiez campagne en faveur de l'avenir démocratique de l'Europe.